MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 23 11 2026

Le gouvernement brésilien envisage un renforcement de l'ajustement budgétaire

L'adoption du « plan Moretti » (programme d'ajustement budgétaire piloté par Bruno Moretti, ministre du Plan et du Budget) par le Congrès et le soutien de Lula à une réforme constitutionnelle visant à contenir les dépenses obligatoires témoignent d'une volonté accrue de consolidation budgétaire. Si ces annonces ont permis une détente partielle des marchés financiers, les inquiétudes des investisseurs quant à la soutenabilité budgétaire persistent.

Les Etats-Unis réfléchissent à de nouvelles surtaxes sur les produits brésiliens

Les États-Unis ont annoncé le 25 novembre l'ouverture d'une consultation publique portant sur l'instauration de nouveaux droits de douane sur les produits brésiliens. La proposition cible principalement les secteurs aéronautique et sucrier, qui représentent ensemble près de 7% des exportations brésiliennes vers les États-Unis. Ces mesures viseraient également 13 pays ainsi que l'Union Européenne.

La France confirme sa position de second investisseur étranger au Brésil en 2025, hors secteur financier

La Banque centrale du Brésil (BCB) a publié son nouveau rapport consacré aux investissements directs étrangers (IDE) au Brésil pour 2025. Il fait ressortir un stock d'investissements directs étrangers (IDE) de 1 142 Md USD à fin 2025 en augmentation nette de 85 Md USD par rapport à 2024 (soit 3,73% du PIB). La France occupe le deuxième rang mondial des investisseurs étrangers, sous forme de participations au capital, hors secteur financier (stock de 63,1 Md USD), derrière les Etats-Unis (208,4 Md USD).

LE CHIFFRE A RETENIR :

85 Md USD

Le flux d'IDE au Brésil pour l'année 2025, en hausse de 14,7% par rapport à 2024.

Source : BCB

Évolution des marches

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+4,8%	+3,1%	173 878
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+10,9%	+40,9%	171
Taux de change USD/BRL	-2,9%	+10,6%	5,73
Taux de change €/BRL	-2,9%	+5,7%	6,29

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Le gouvernement brésilien envisage un renforcement de l'ajustement budgétaire

Après une adoption au Sénat le 18 novembre, la Chambre des Députés a à son tour adopté le 23 novembre la proposition d'ajustement budgétaire du gouvernement, également appelé « Plan Moretti », par 353 voix contre 128. Cette mesure, qui doit permettre un ajustement compris entre 46 et 58 Md BRL en 2027 (soit environ 8 à 10 Md USD), a ensuite été promulguée par le président Lula le 24 novembre. Face aux doutes du marché, qui a jugé cette proposition encourageante mais encore insuffisante, le président Lula souhaite approfondir cet ajustement fiscal et a donné son aval à l'élaboration d'un projet d'amendement constitutionnel (Proposta de Emenda à Constituição ou PEC) visant à contenir la progression des dépenses obligatoires. Celles-ci constituent aujourd'hui 92% des dépenses totales du gouvernement brésilien.

Le périmètre des mesures incluses dans cette PEC doit encore être précisé et discuté au sein de l'équipe économique du président. Elle pourrait marquer une inflexion dans l'approche du gouvernement face aux défis budgétaires, dans la mesure où elle viserait à modifier le cadre structurel des dépenses publiques, au-delà des seuls ajustements budgétaires conjoncturels. Ces mesures s'attaqueraient à la hausse mécanique et croissante des dépenses obligatoires sous l'effet des mécanismes d'indexation et de planchers constitutionnels.

Cette orientation a été confortée par les déclarations du ministre des Finances, Dario Durigan, lors du forum Macro Vision organisé par la banque Itaú BBA le 23 novembre. Le ministre a présenté le plan Moretti comme une première étape de la consolidation budgétaire, qui devra nécessairement être complétée par de nouvelles mesures. Il a également affiché l'ambition d'atteindre un excédent primaire compris entre 1,5% et 2% du PIB à l'horizon 2030, et de créer les conditions budgétaires permettant une baisse durable du taux Selic.

Parallèlement, la rencontre, le 23 novembre, entre le président Lula et Luiz Carlos Trabuco, président du conseil d'administration de Bradesco, a alimenté les spéculations quant à une possible nomination de ce dernier à la tête du ministère des Finances. Le dirigeant bancaire, qui vient de prendre la présidence du Mouvement Brésil compétitif (MBC), plaide pour un programme de réformes structurelles visant à réduire les surcoûts qui pénalisent la compétitivité de l'économie brésilienne (Custo Brasil), notamment le coût élevé du capital, les déficiences logistiques et les problèmes de sécurité publique.

Ces récentes annonces ont permis une détente partielle des tensions sur les marchés financiers. Après avoir franchi le seuil symbolique des 6 BRL pour un dollar le 23 novembre, le taux de change USD/BRL est redescendu à 5,82 le 25 novembre. Le risque pays CDS à 5

ans, qui avait atteint son maximum le 19 novembre à 176, est depuis redescendu à 170, en baisse de 3,4%. Enfin, l'Ibovespa gagnait +1,52% sur la séance du 25 novembre.

Les inquiétudes budgétaires ont néanmoins conduit plusieurs grandes banques nationales et internationales à revoir à la baisse leurs recommandations sur les actions brésiliennes. JPMorgan, Goldman Sachs, Itaú BBA et BTG Pactual recommandent désormais une exposition neutre au marché brésilien, tandis qu'UBS et Morgan Stanley préconisent une sous-pondération. Ce dernier anticipe un Ibovespa à 160 000 points à fin 2027 et privilégie les entreprises exportatrices disposant de revenus libellés en dollars, moins exposées au ralentissement de la demande domestique et au maintien de taux d'intérêt élevés.

Les Etats-Unis réfléchissent à de nouvelles surtaxes sur les produits brésiliens

La nouvelle proposition américaine de surtaxes s'inscrit dans le prolongement de l'enquête ouverte en juillet 2025 au titre de la Section 301 de la loi commerciale américaine, qui avait conduit à l'instauration de droits de douane additionnels en juillet 2026. Ces nouveaux droits de douane seraient également appliqués à 14 partenaires commerciaux américains, dont l'Union Européenne. Concernant le Brésil, e Bureau du représentant américain au commerce (USTR) estime que Brasilia n'a pas suffisamment modifié les pratiques contestées par Washington, notamment en matière de paiements électroniques (Pix), de commerce numérique, d'accès au marché de l'éthanol et de protection de la propriété intellectuelle.

La proposition américaine repose sur deux mesures distinctes. D'un côté, les importations d'aéronefs assemblés au Brésil, jusqu'ici exemptées de taxes, seraient frappées par un droit de douane de 10%. De l'autre côté, les droits de douane sur les importations de sucre hors quotas seraient renforcés, avec une surtaxe par kilo, en remplacement de la surtaxe générale de 25% actuellement applicable au Brésil. À la différence des mesures visant l'aéronautique, celles concernant le sucre s'appliqueraient à l'ensemble des pays exportateurs, afin d'éviter une réorientation des flux commerciaux qui permettrait par exemple aux producteurs brésiliens de contourner indirectement les restrictions américaines.

Les produits concernés ont représenté environ 2,31 Md USD d'exportations brésiliennes vers les États-Unis entre janvier et octobre 2026, selon les données du ministère du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (MDIC). L'exposition est principalement concentrée dans le secteur aéronautique (2,23 Md USD), les États-Unis absorbant 64% des exportations brésiliennes. Dans le secteur sucrier, l'exposition est plus limitée puisque les exportations de produits visés vers les Etats-Unis n'ont représenté que 81 M USD entre janvier et octobre 2026.

La Chambre de commerce américaine au Brésil (Amcham) a exprimé ses préoccupations face à cette possible extension des restrictions commerciales, alors que les surtaxes instaurées au titre de la Section 301 concernent déjà près d'un quart des exportations brésiliennes vers les États-Unis. L'organisation souligne que ces nouvelles mesures risquent non seulement de dégrader la compétitivité des exportateurs brésiliens, mais également de renchérir les coûts supportés par les entreprises et consommateurs américains.

L'annonce américaine a immédiatement affecté le titre Embraer, qui a reculé de plus de 9% en séance le 25 novembre, avant de clôturer en baisse de 4%. L'avionneur brésilien a réaffirmé son attachement au régime d'exemption douanière dont bénéficie historiquement l'industrie aéronautique et rappelé l'importance de son implantation aux États-Unis, où il dispose de 3,5 Md USD d'actifs et emploie plus de 2 500 personnes.

Le gouvernement brésilien a quant à lui fermement condamné cette proposition, qu'il considère comme un moyen de pression visant à obtenir des modifications de ses dispositifs réglementaires nationaux. Brasilia entend privilégier une solution négociée, sans toutefois exclure de nouvelles démarches auprès de l'OMC ni l'adoption de mesures de réciprocité. À ce stade, les nouvelles surtaxes demeurent à l'état de proposition et les contributions à la consultation publique pourront être déposées jusqu'au 30 décembre, avant la tenue d'une audition publique le 14 janvier 2027.

Étude Économique & financière

La France confirme sa position de second investisseur étranger au Brésil en 2025, hors secteur financier

Le rapport 2026 de la Banque centrale du Brésil, consacré aux investissements directs en 2025, met en évidence la progression de l'attractivité du pays. Le stock d'IDE entrants atteint 1 416 Md USD à fin 2025, décomposé entre 1 142 Md USD de participations au capital et de 274 Md USD d'opérations intragroupes, en hausse globale de 275 Md USD sur un an. Les flux nets entrants s'élèvent, quant à eux, à 85 Md USD, soit 3,73 % du PIB. Le rapport souligne le poids économique des entreprises étrangères implantées au Brésil : elles représentent 44,7 % du commerce extérieur de biens et emploient environ 4 millions de personnes en 2025. Enfin, il met en évidence leur contribution à l'activité productive et à l'innovation, notamment à travers les investissements en recherche et développement.

La France se maintient sa position de deuxième investisseur étranger au Brésil (63,1 Md USD) en prises de participations, hors financements accordés au secteur financier dernière les Etats-Unis (208,4 Md USD). Tout périmètre confondu (y compris prises de participations dans le secteur financier), l'Union européenne constitue le premier investisseur étranger au Brésil avec un stock d'investissements estimé à 344,8 Md USD (soit 30,2% du total des IDE brésiliens), loin devant les Etats-Unis (287,2 Md USD) et la Chine (44,2 Md USD). Ces investissements européens sont principalement portés par la France (81,9 Md USD), l'Espagne (74 Md USD) et l'Allemagne (51,9 Md USD). Ces données sont établies selon le pays du contrôleur final, indépendamment des juridictions par lesquelles transitent les investissements.

Sur le plan sectoriel, les services demeurent la première destination des capitaux étrangers. Les nouveaux IDE en 2025 se sont élevées à 31,1 Md USD dans les services, contre 24,3 Md USD dans l'industrie de transformation et 7 Md USD dans les secteurs agricole et extractif, hors bénéfices réinvestis. Plus spécifiquement, l'industrie agroalimentaire constitue le premier secteur bénéficiaire de ces investissements (12,5 Md USD), devant les activités financières (8,1 Md USD) et la production et distribution d'électricité et de gaz (4,8 Md USD).

La décomposition sectorielle des investissements français se caractérise par une diversification importante. En effet, les industries extractives et les activités financières représentent chacune 23% du stock d'IDE français (18,8 Md USD chacune), devant l'industrie de transformation (20,7%, soit 17 Md USD), l'électricité et le gaz (9,2%), le commerce (8,1%) et les transports et activités logistiques (6,5%). Au total, le stock d'investissements français au Brésil est en progression de 18% entre 2024 et 2025. Le Brésil accueille aujourd'hui 1 400 entreprises françaises, qui emploient 450 000 personnes, pour un chiffre d'affaires global de 67 Md USD et 37 des 40 groupes du CAC 40 y sont implantés.

Aussi, la dynamique des investissements directs étrangers demeure favorable au Brésil, malgré le ralentissement de l'activité économique et le maintien d'une politique monétaire restrictive. Les IDE représentent désormais 49,3 % du PIB brésilien, un niveau record. Les flux nets d'IDE entrants (85 Md USD) en 2025 ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 2014. Cette dynamique s'est poursuivie au premier semestre 2026, avec des entrées nettes de 47 Md USD (+33% en g.a.).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.
Rédaction : Rachèle Sannier (Conseillère macroéconomique), Léo Portier (Adjoint)

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr